

*Questions orales*

Somalie, a bel et bien été utilisé aux fins pour lesquelles il a été prévu?

[Traduction]

**L'hon. Christine Stewart (secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureuse de pouvoir répondre aux questions du député.

Dans l'émission diffusée par la SRC hier soir, on a fait de très graves allégations contre Care Canada, mais je tiens à dire d'entrée de jeu qu'il s'agit bien d'allégations, et non de faits. Il est important de faire cette distinction.

L'ACDI applique un programme de vérification périodique de tous les organismes avec lesquels elle a des contrats et qu'elle finance. Elle a effectué une vérification auprès de Care Canada et déterminé que tous les fonds accordés à cet organisme pour quelque programme que ce soit étaient utilisés conformément aux contrats.

[Français]

**M. Philippe Paré (Louis-Hébert, BQ):** Monsieur le Président, compte tenu de l'implication du gouvernement fédéral dans le financement de Care Canada, la vice-première ministre entend-elle suspendre tout versement d'argent du fédéral à cet organisme tant et aussi longtemps que l'enquête annoncée n'a pas fait toute la lumière sur les troublantes allégations dont Care fait l'objet?

[Traduction]

**L'hon. Christine Stewart (secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), Lib.):** Monsieur le Président, l'ACDI a actuellement des contrats avec Care. Comme je l'ai déjà dit, nos vérifications indiquent que nous n'avons aucune raison de penser que cet organisme n'utilise pas ses fonds de la meilleure façon possible.

Par ailleurs, nous sommes très préoccupés par les allégations qui ont été faites. L'ACDI entreprend immédiatement sa propre enquête sur cette institution. Ces allégations seront examinées dans le cadre de l'enquête.

\* \* \*

### LA BOSNIE

**M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest, Réf.):** Monsieur le Président, hier, le premier ministre a dit que les Casques bleus canadiens n'étaient pas dans l'ex-Yougoslavie pour faire la guerre avec qui que ce soit. Malheureusement, les Serbes bosniaques ne partagent pas ce point de vue.

En effet, ils ont déclaré que les 320 otages des Nations Unies, dont 55 Canadiens, étaient des prisonniers de guerre. Ils ont déclaré que toutes les ententes avec les Nations Unies étaient nulles et non avenues.

• (1425)

En guise de réponse, l'OTAN a demandé aux Nations Unies de renforcer leur mandat et le groupe de contact veut obtenir le pouvoir d'attaquer énergiquement les factions belligérantes. Les

Nations Unies sont à deux doigts d'entrer dans une guerre prolongée avec les Serbes bosniaques.

Le gouvernement reconnaîtra-t-il officiellement que la mission de maintien de la paix est terminée en Bosnie et qu'on demande maintenant à nos soldats de jouer un rôle de pacification plus offensif dans la région?

**L'hon. David Collenette (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants, Lib.):** Monsieur le Président, il s'agit ici d'une question de sémantique. Les Nations Unies se sont rarement limitées à leur rôle de maintien de la paix, au sens habituel, tant en Croatie qu'en Bosnie, de même qu'en Somalie. Il ne s'agit pas là de missions de maintien de la paix normales. Cependant, nous disons que ce sont, de façon générale, des missions de maintien de la paix parce que c'est le rôle qui échoit aux forces internationales, d'après la définition donnée par l'ex-premier ministre Pearson.

Le gouvernement du Canada n'accepte pas la notion que le mandat des Nations Unies en Bosnie n'est pas valable. Nous estimons qu'il peut encore fonctionner, à condition d'être modifié à certains égards. J'ai parlé de ces modifications l'autre soir et le chef du Parti réformiste m'a entendu.

Nous estimons que l'enjeu est tel pour les Nations Unies et la communauté internationale que nous devons tout mettre en oeuvre pour garantir la reformulation et la modification du mandat des Nations Unies.

**M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest, Réf.):** Monsieur le Président, il ne s'agit pas d'une question de sémantique, mais de la nature même de la situation.

Les principaux alliés de l'OTAN sont en train d'envoyer des renforts dans les Balkans. Le secrétaire général des Nations Unies a proposé de modifier le mandat des Nations Unies et des Casques bleus de manière à ce que ceux-ci jouent un rôle plus agressif dans cette partie du pays.

Nos Casques bleus sont devenus des troupes d'imposition de la paix, un rôle qui va à l'encontre du mandat initial des Nations Unies et pour lequel nos Casques bleus ne sont pas équipés.

Étant donné que notre rôle est en train de changer, quels que soient les termes utilisés par le ministre pour le décrire, et que les soldats canadiens courent un plus grand risque, le gouvernement exigera-t-il maintenant de faire partie du groupe de contact des Nations Unies qui prend les décisions?

**L'hon. David Collenette (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants, Lib.):** Monsieur le Président, le groupe de contact n'est pas parrainé par les Nations Unies. C'est un groupe de pays, européens surtout—il comprend la Russie et les États-Unis—, qui ont joint leurs efforts afin de trouver une solution. Nous avons dit clairement que nous aurions préféré faire partie de ce groupe.

Comme je l'ai dit l'autre soir, nous devons regarder vers l'avenir et non en arrière. Par suite de quelques observations faites par le premier ministre à ce sujet, on a convenu ces derniers mois d'élargir le processus de consultation aux pays fournisseurs de troupes, dont le Canada n'est pas le moindre. Il y aura donc